

Lorient.

Impôts : les syndicats disent « non » à la réorganisation



Les représentants de l'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT et FO des Finances publiques vont à la rencontre de leurs collègues et des contribuables du département pour les sensibiliser à la réforme. (Christine Le Moing)

Le Télégramme

Publié le 04 juillet 2019 à 17h04

À Lorient ce jeudi matin et à Vannes ce jeudi après-midi, l'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT et FO des Finances publiques mobilise à tous crins les agents des impôts pour dire « non » au projet de loi de leur ministre qui, selon elle, va se traduire par des centaines de suppressions de postes dans le Morbihan.

Les syndicats des impôts sont vent debout contre leur ministre Gérald Darmanin. « La réforme est un leurre, sous couvert de proximité avec la création des maisons de services publics, on va enlever la pleine compétence des agents des impôts et la technicité des différentes missions de renseignements qu'ils fournissent en matière de fiscalité », fustige l'un des représentants de l'intersyndicale. Solidaires, CFDT, CGT et Sud appelaient, ce jeudi matin, les agents de l'hôtel des finances de Lorient à un débrayage pour s'opposer à toute la réorganisation en cours dans le département. L'occasion pour les syndicats d'attirer l'attention du public et des représentants des collectivités territoriales qui vont, selon eux, être impactés par la réforme. Une action similaire était menée dans l'après-midi, à Vannes, tandis que les représentants avaient déjà entrepris la même démarche auprès de leurs collègues d'Auray, Ploërmel, Pontivy...

250 emplois menacés ?

« Depuis dix ans, on a perdu 25 emplois par an sur le département ; maintenant, on nous annonce qu'on va supprimer 12 % de postes, chaque année, pendant les trois années à venir », observe l'un des porte-parole de l'intersyndicale. Sur les 950 agents actuellement en poste dans le Morbihan, il estime à 250 les pertes d'emploi prévisibles. L'un de ses homologues syndicaux constate qu'avec la réforme, « il n'y aura plus de centres des impôts pour les entreprises à Pontivy, Loudéac et Carhaix, c'est-à-dire dans tout le Centre-Bretagne ». Il en tire la conséquence que, « par exemple, les professionnels du secteur d'Auray devront se déplacer à Lorient et les particuliers à Pontivy puisqu'il est, à terme, prévu de fermer les centres des impôts d'Auray et Ploërmel et ne subsisteront que ceux de Lorient, Vannes et Pontivy »

Pour les syndicats, « tout cela obéit à une logique de réduction du nombre des fonctionnaires et de transfert des charges financières des missions des agents des impôts vers les collectivités territoriales. Nos missions seront désormais intégrées à celles des contractuels territoriaux polyvalents qui reçoivent le public dans les maisons de services publics et qui renseignent aussi bien sur des questions relevant de la CAF ».

« Les gens ont besoin d'humain derrière un guichet... »

Pour l'intersyndicale, les 25 maisons du service public prévues sur le département ne seront pas de nature « à renseigner les 400 personnes qui viennent chaque jour, au centre des impôts de Lorient ». Pour justifier leur propos, les syndicats s'appuient entre autres sur l'objectif que le ministre avait fixé cette année, d'aboutir à 82 % des déclarations de revenus sur internet. Finalement, 66 % des contribuables ont choisi cette solution. Ils demandent en conséquence « l'arrêt du projet de loi du ministre et le maintien du maillage actuel des impôts dans le département ». Ils réclament également que Gérald Darmanin fasse machine arrière sur l'idée de refuser aux trésoreries de percevoir du numéraire, à compter du 1^{er} juillet 2020. « Les gens ont besoin d'humain derrière un guichet... ».